29 avril 2017 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le Brexit et sur l'avenir de la construction européenne, à Bruxelles le 29 avril 2017.

- Monsieur le Président, quel est l'enjeu de cette journée à vos yeux ?
Le Président : L'enjeu c'est l'unité de l'Europe face au sujet qui est posé, c'est à dire le départ du Royaume-Uni de l'Union. J'ai toute confiance dans le travail qui a été mené et je veux le saluer. Il permettra à l'Europe de rester unie. Il y aura donc ce qu'on appelle un Brexit. Ce Brexit sera négocié au mieux des intérêts de l'Europe et la France y prendra toute sa part pour soutenir la démarche et faire en sorte que le Royaume-Uni puisse partir dans de bonnes conditions pour l'Europe. Il y aura forcément un prix et un coût pour le Royaume-Uni. C'est le choix qui a été fait. Il ne faut pas que ce soit punitif mais, en même temps, il est clair que l'Europe saura défendre ses intérêts et que le Royaume-Uni aura une moins bonne position demain hors de l'Europe qu'elle n'a aujourd'hui dans l'Europe.
- Monsieur le Président, selon Theresa May, si elle revient à Bruxelles après les élections avec une majorité parlementaire renforcée, elle aura une position plus forte dans les négociations avec les 27. Que pensez-vous de cet argument ?
Le Président : C'est un argument électoral que je peux comprendre. Mais ce n'est pas un argument qui pèsera sur l'Union européenne. Pourquoi ? Parce que les bases, les principes, les objectifs sont d'ores et déjà fixés : ce seront les lignes qui seront choisies par les négociateurs et il n'y en aura pas d'autres.
- Vos partenaires devraient vous parler de l'élection présidentielle. Quel message allez-vous leur adresser aujourd'hui ?
Le Président : Le message que l'Europe doit donner confiance dans l'avenir et que l'Europe doit être une solution et non pas une suite de problèmes.
- Etes-vous inquiet ?
Le Président : Non, l'Europe doit montrer qu'elle est une chance pour les pays qui la composent et qu'elle est aussi une garantie pour la paix, un avantage pour l'économie et également qu'elle peut permettre que nous puissions converger sur le plan social. A ces conditions-là, les peuples peuvent trouver dans l'Europe les garanties et les protections qui manquent aujourd'hui. Hors de l'Europe, on le voit avec l'affaire du Brexit, il n'y a plus de protections, il n'y a plus de garanties, il n'y a plus de marché intérieur et il n'y a plus, pour un pays qui est membre de la zone euro, de monnaie unique. C'est une régression et c'est un risque. Et le choix qui est posé le dimanche 7mai, c'est de savoir si les Français n'ont pas simplement globalement, mais individuellement, à craindre d'une sortie de l'Union européenne. Ils ont tout à gagner à rester dans l'Union européenne. De ce point de vue, c'est vrai que l'élection du 7 mai, c'est un choix européen.